

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU PATRIMOINE

SOUS-DIRECTION DU BUDGET ET DU FINANCEMENT

SERVICE DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF FINANCIAL RESOURCES AND EQUIPMENT

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET AND FINANCING

PUBLIC CONTRACTS SERVICE

098/013-466
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT /AAONO/MINSANTE/CIPM/CCCM-
SPI/2025 DU 21 NOV EN-PROCEDURE D'URGENCE
POUR LA PASSATION DES ACCORDS-CADRES A BONS DE COMMANDES POUR
L'EXPLOITATION ET LA MAINTENANCE DE CERTAINES CENTRALES DE PRODUCTION
D'OXYGENE MEDICALE

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES:

Dans le cadre de l'exploitation et de la maintenance des centrales de production d'oxygène médicale acquis par l'Etat du Cameroun avec le concours du Fonds Mondial ,de Unicef et du Budget de l'Etat, le Ministre de la Santé Publique lance en urgence un Appel d'Offre Ouvert pour la conclusion d'un Accord-cadre à bons de commandes relatif à l'exploitation et à la maintenance des centrales de production d'oxygène médicale.

2. NATURE DE L'ACCORD-CADRE:

L'Accord-cadre à bon de commande envisagé sera passé pour chaque lot avec une seule entreprise.

3. DURÉE D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

La durée d'exécution de l'Accord cadre est de trois (03) ans. La date prévisionnelle de démarrage est Janvier 2026.

4. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent appel d'offres consistent en l'exploitation (production oxygène médicale et distribution dans les formations sanitaires) et de la maintenance des centrales de production d'oxygène médicale à les Centres Hospitaliers Régionaux de Bafoussam, Bertoua, Maroua et Ngaoundéré, le Centre Hospitalier et Universitaire de Yaoundé, l'Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Douala et dans les Hôpitaux Régionaux de Bafoussam, Bertoua, Ebolowa, Garoua, Guider et Meiganga.

5. DÉLAI DE MOBILISATION DE L'ENTREPRISE POUR L'EXÉCUTION DE LA COMMANDE

Le délai de mobilisation de l'entreprise prévu par le Maître d'Ouvrage pour entamer l'exécution des prestations, dans le cadre du présent Appel d'offres à la suite d'une commande est d'un (01) mois calendaires pour chacun des lots. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations de la commande.

6. ALLOTISSEMENT :

Les prestations sont subdivisées en douze (12) lots tel que définis ci-après:

- Lot 1 : Exploitation et maintenance de la centrale de production d'oxygène médicale du Centre Hospitalier Régional de Bafoussam ;
- Lot 2 : Exploitation et maintenance de la centrale de production d'oxygène médicale du Centre Hospitalier Régional de Bertoua ;
- Lot 3 : Exploitation et maintenance de la centrale de production d'oxygène médicale du Centre Hospitalier Régional de Maroua ;
- Lot 4 : Exploitation et maintenance de la centrale de production d'oxygène médicale du Centre Hospitalier Régional de Ngaoundéré ;

- **Lot 5 :** Exploitation et maintenance de la centrale de production d'oxygène médicale du Centre Hospitalier Universitaire de Yaoundé ;
- **Lot 6 :** Exploitation et maintenance de la centrale de production d'oxygène médicale à l'Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Douala ;
- **Lot 7 :** Exploitation et maintenance de la centrale de production d'oxygène médicale à l'Hôpital Régional de Bafoussam ;
- **Lot 8 :** Exploitation et maintenance de la centrale de production d'oxygène médicale à l'Hôpital Régional de Bertoua ;
- **Lot 9 :** Exploitation et maintenance de la centrale de production d'oxygène médicale à l'Hôpital Régional d'Ebolowa ;
- **Lot 10 :** Exploitation et maintenance de la centrale de production d'oxygène médicale à l'Hôpital Régional de Garoua ;
- **Lot 11 :** Exploitation et maintenance de la centrale de production d'oxygène médicale à l'Hôpital Régional Annexe de Guider ;
- **Lot 12 :** Exploitation et maintenance de la centrale de production d'oxygène médicale à l'Hôpital Régional Annexe de Meiganga.

7. COUT PREVISIONNEL :

Le coût prévisionnel maximal de l'opération de l'exploitation et à la maintenance des centrales de production d'oxygène médicale à l'issue des études préalables pour les trois années est de **trois milliards cent quatre-vingt millions cent cinquante-deux mille deux cent cinquante-deux (3 180 152 252) francs CFA TTC** soit **un milliard soixante millions cinquante mille sept cent cinquante-un (1 060 050 751) par an** reparti ainsi qu'il suit :

- **Lot 1 :** cent soixante-neuf millions trois cent deux mille vingt-cinq (169 302 025) Francs CFA TTC pour les trois ans, soit cinquante-six millions quatre cent trente-quatre mille huit (56 434 008) Francs CFA TTC annuel ;
- **Lot 2 :** cent cinquante-huit millions trois cent soixante-onze mille huit cent quatre-vingt-dix-sept (158 371 897) Francs CFA TTC pour les trois ans, soit cinquante-deux millions sept cent quatre-vingt-dix mille six cent trente-deux (52 790 632) Francs CFA TTC annuel ;
- **Lot 3 :** deux cent vingt-quatre millions six mille six cent dix-neuf (224 006 619) Francs CFA TTC pour les trois ans, soit soixante-quatorze millions six cent soixante-huit mille huit cent soixante-treize (74 668 873) Francs CFA TTC annuel ;
- **Lot 4 :** cent dix-neuf millions sept cent huit mille sept cent neuf (119 708 709) Francs CFA TTC pour les trois ans, soit trente-neuf millions neuf cent deux mille neuf cent trois (39 902 903) Francs CFA TTC annuel ;
- **Lot 5 :** deux cent soixante-deux millions trois cent trente-sept mille deux cent vingt-quatre (262 337 224) Francs CFA TTC pour les trois ans, soit quatre-vingt-sept millions quatre cent quarante-cinq mille sept cent quarante-un (87 445 741) Francs CFA TTC annuel ;
- **Lot 6 :** quatre cent quarante-huit millions cent cinq mille six cent vingt-six (448 105 626) Francs CFA TTC pour les trois ans, soit cent quarante-neuf millions trois cent soixante-huit mille cinq cent quarante-deux (149 368 542) Francs CFA TTC annuel ;
- **Lot 7 :** trois cent cinquante-deux millions quarante-huit mille trois cent cinquante-six (352 048 356) Francs CFA TTC pour les trois ans, soit cent dix-sept millions trois cent quarante-neuf mille quatre cent cinquante-deux (117 349 452) Francs CFA TTC annuel ;
- **Lot 8 :** trois cent six millions deux cent vingt-deux mille cent trente-sept (306 222 137) Francs CFA TTC pour les trois ans, soit cent deux millions soixante-quatorze mille quarante-six (102 074 046) Francs CFA TTC annuel ;
- **Lot 9 :** trois cent deux millions trois cent cinquante-cinq mille sept cent (302 355 700) Francs CFA TTC pour les trois ans, soit cent millions sept cent quatre-vingt-cinq mille deux cent trente-trois (100 785 233) Francs CFA TTC annuel ;
- **Lot 10 :** deux cent quatre-vingt-sept millions quatre cent quatre-vingt-quatorze mille neuf cent quarante-quatre (287 494 944) Francs CFA TTC pour les trois ans, soit quatre-vingt-quinze millions huit cent trente-un mille six cent quarante-huit (95 831 648) Francs CFA TTC annuel ;

- **Lot 11 : deux cent soixante-treize millions neuf cent trente-trois mille huit cent quatre-vingt-quatorze (273 933 894) Francs CFA TTC** pour les trois ans, soit quatre-vingt-onze millions trois cent onze mille deux cent quatre-vingt-dix-huit (91 311 298) Francs CFA TTC annuel ;
- **Lot 12 : deux cent soixante-seize millions deux cent soixante-cinq mille cent vingt-deux (276 265 122) Francs CFA TTC** pour les trois ans, soit quatre-vingt-douze millions quatre-vingt-huit mille trois cent soixante-quatorze (92 088 374) Francs CFA TTC annuel.

8. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience avérée dans la fourniture, exploitation ou maintenance de ce type d'équipements médicaux et répondant aux critères de qualification indiqués dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.

9. FINANCEMENT :

Les prestations objet du présent appel d'offre sont financées par le Budget de fonctionnement du Ministère de la Sante Publique EXERCICES 2025 ET SUIVANTS, imputation: 59 40 049 11 390001 369010.

10. MODE DE SOUMISSION :

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est **exclusivement en ligne**.

11. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION :

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, daté, acquitté à la main délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres, accompagné du récépissé délivré par la CDEC.

Le montant de la caution s'élève à :

- Lot 1 : un million huit cent mille (1 800 000) Francs CFA TTC ;
- Lot 2 : un million cinq cent mille (1 500 000) Francs CFA TTC ;
- Lot 3 : deux millions deux cent mille (2 200 000) Francs CFA TTC ;
- Lot 4 : un million cent mille (1 100 000) Francs CFA TTC ;
- Lot 5 : deux millions six cent mille (2 600 000) Francs CFA TTC ;
- Lot 6 : quatre millions quatre cent (4 400 000) Francs CFA TTC ;
- Lot 7 : trois millions cinq cent mille (3 500 000) Francs CFA TTC ;
- Lot 8 : trois millions (3 000 000) Francs CFA TTC ;
- Lot 9 : trois millions (3 000 000) Francs CFA TTC ;
- Lot 10 : deux millions huit cent mille (2 800 000) Francs CFA TTC ;
- Lot 11 : deux millions sept cent mille (2 700 000) Francs CFA TTC ;
- Lot 12 : deux millions sept cent mille (2 700 000) Francs CFA TTC.

L'absence de la caution de soumission timbrée, acquittée à la main, accompagnée du récépissé délivré par la CDEC, délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

N.B :

- Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.
- La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

12. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :

Le Dossier peut être consulté aux heures ouvrables au **Secrétariat du Service des Marchés Publics du MINSANTE** sis au Rez de chaussée de l'immeuble de la Santé du Ministère de la

Santé Publique situé à proximité de la Croix Rouge (Téléphone/fax 222 22 10 21) dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

13. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenu au Service des Marchés Publics du MINSANTE sis au Rez de chaussée de l'immeuble de la Santé du Ministère de la Santé Publique situé à proximité de la Croix Rouge (Téléphone/fax 222 22 10 21), dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de Deux cent mille (200 000) FCFA payable au Trésor Public.

14. REMISE DES OFFRES :

Chaque offre rédigée en anglais ou en français, devra être transmise par les soumissionnaires sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> au plus tard le 23 / 12 / 2025 à 13heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-après dans les délais impartis :

Taille et format des fichiers à transmettre :

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

15. OUVERTURE DES PLIS :

L'ouverture des plis se fera en un seul temps. L'ouverture des pièces Administratives, des offres techniques et financières aura lieu le 23 / 12 / 2025 à 14 heures par la **Commission Interne de Passation des Marchés** dans la salle de réunion de ladite Commission sise au premier étage de l'Immeuble Ex-PSFN à proximité de la Croix Rouge Nationale.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprises, ayant une bonne connaissance du dossier.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres National Ouvert.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

16. CRITÈRES D'ÉVALUATION

Les critères d'évaluation sont de deux (02) types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel.

16.1 CRITÈRES ÉLIMINATOIRES

Il s'agit notamment :

- i) de l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission timbrée, acquittée à la main, accompagnée du récépissé délivré par la CDEC, à l'ouverture des plis ;
- ii) de la non-production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis (excepté le cautionnement de soumission) ;
- iii) des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- iv) de la non satisfaction d'au moins 6 critères essentiels sur 8 ;
- v) Absence ou non-conformité du profil du Conducteur des prestations (Chef de l'atelier de production) ;
- vi) de l'absence de la charte d'intégrité dûment rempli et signé sur l'honneur ;
- vii) de l'absence de la Déclaration d'engagement social et environnemental dûment rempli et signé sur l'honneur ;
- viii) de l'omission d'un prix unitaire quantifié ou d'un prix forfaitaire quantifié dans l'offre financière ;
- ix) de l'absence de l'attestation de non abandon de marchés au cours des trois dernières années ;
- x) du non-respect du format de fichiers des offres ;
- xi) de l'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

16.2 CRITÈRES ESSENTIELS

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant le système binaire (Oui/Non) sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- i) Présentation de l'offre (conformité de la composition de l'offre par rapport aux prescriptions du DAO, pièces dans l'ordre et intercalaires couleur) ;
- ii) Référence générale du soumissionnaire dans le domaine de la maintenance des équipements médicaux au cours des cinq dernières années (2020-2024) d'au moins 50% du montant prévisionnel du lot concerné ;
- iii) Référence spécifique du soumissionnaire dans le domaine de la fourniture des équipements de production d'oxygène ou exploitation des centrales d'oxygène médicale au cours des cinq dernières années (2020-2024) d'au moins 30% du montant prévisionnel du lot concerné ;
- iv) Attestation de capacité financière au moins 50% du montant total prévisionnel du lot sollicité délivrée par une institution financière agréée de premier ordre ;
- v) Preuves d'acceptation des conditions de l'Accord-cadre (CCAP et CCTP paraphés, cachetés et signés) avec la mention lu et approuvé ;
- vi) Le plan de travail et la méthodologie (méthodologie, organisation et planning d'exécution des prestations) ;
- vii) Les ressources matérielles (outillages spécialisés, véhicules) liste des ressources matérielles ;
- viii) Les ressources humaines (CV et diplôme du personnel clé).

17. ATTRIBUTION :

Le Maître d'Ouvrage attribuera l'accord-cadre au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la **moins-disante**.

18. NOMBRE MAXIMUM DE LOTS :

Un candidat peut soumissionner pour tous les lots et en être attributaire.

19. DUREE DE VALIDITE DE L'ACCORD-CADRE :

L'Accord-Cadre reste valable jusqu'à la réception des prestations, issus de l'exécution du dernier bon de commande conclu dans la période réglementaire de la durée d'exécution de l'Accord-Cadre.

Aucun bon de commande ne peut être conclu après la durée d'exécution de l'Accord-Cadre.

20. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au **Secrétariat**

du Service des Marchés Publics du MINSANTE sis au Rez de chaussée de l'immeuble de la Santé du Ministère de la Santé Publique situé à proximité de la Croix Rouge (Téléphone/fax 222 22 10 21) ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

21. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS à la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48. ARMP aux numéros @+237) 222 201 803, (+237) 222 200 008, (+237) 222 200 009 et (+237) 222 206 043.

Copies :

- MINSANTE/CAB
- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- Président CIPM/MINSANTE
- Service des Marchés/MINSANTE
- Affichage (pour information)

Yaoundé, le 21 NOV 2025



ad
Dr. Menaouda Malachie

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU PATRIMOINE

SOUS-DIRECTION DU BUDGET ET DU FINANCEMENT

SERVICE DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF FINANCIAL RESOURCES AND EQUIPMENT

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET AND FINANCING

PUBLIC CONTRACTS SERVICE

088/013-466
NATIONAL OPEN CALL FOR TENDERS N° NOCT/MINSANTE/CIPM/CCCM-SPI/2025
OF 21 NOV 2025 UNDER THE EMERGENCY PROCEDURE
FOR THE CONCLUSION OF FRAMEWORK AGREEMENTS WITH PURCHASE ORDERS
FOR THE OPERATION AND MAINTENANCE OF CERTAIN MEDICAL OXYGEN
PRODUCTION PLANTS.

1. PURPOSE OF THE INVITATION TO TENDER

As part of the operation and maintenance of medical oxygen production plants acquired by the State of Cameroon with the support of the Global Fund, UNICEF and the State Budget, the Minister of Public Health is urgently launching an Open Call for Tenders for the conclusion of a Framework Agreement with purchase orders relating to the operation and maintenance of medical oxygen production plants.

2. NATURE OF THE FRAMEWORK AGREEMENT:

The framework agreement with purchase orders envisaged will be signed for each lot with a single company.

3. DURATION OF THE FRAMEWORK AGREEMENT

The performance period of the Framework Agreement is three (03) years. The provisional start date is January 2026.

4. SCOPE OF SERVICES

The services covered by this call for tenders consist of the operation (medical oxygen production and distribution to healthcare facilities) and maintenance of medical oxygen production plants at the the Regional Hospital Centres of Bafoussam, Bertoua, Maroua and Ngaoundéré, the Yaoundé University Hospital Centre Gynaecology, the Obstetrics and Paediatrics Hospital in Douala and at the Regional Hospitals in Bafoussam, Bertoua, Ebolowa, Garoua, Guider and Meiganga.

5. PERIOD FOR MOBILISING THE COMPANY TO CARRY OUT THE ORDER

The deadline set by the project owner for specialize the company to start performing the services under this invitation to tender following an order is one (01) calendar month for each of the lots. This period runs from the date of notification of the service order to begin the performance of the order.

6. ALLOCATION :

The services are divided into twelve (12) lots as defined below:

- Lot 1: Operation and maintenance of the medical oxygen production plant at the Bafoussam Regional Hospital;
- Lot 2: Operation and maintenance of the medical oxygen production plant at the Bertoua Regional Hospital;
- Lot 3: Operation and maintenance of the medical oxygen production plant at the Maroua Regional Hospital;

- Lot 4: Operation and maintenance of the medical oxygen production plant at the Ngaoundéré Regional Hospital;
- Lot 5: Operation and maintenance of the medical oxygen production plant at the Yaoundé University Hospital;
- Lot 6: Operation and maintenance of the medical oxygen production plant at the Gynaecology, Obstetrics and Paediatrics Hospital in Douala;
- Lot 7: Operation and maintenance of the medical oxygen production plant at the Regional Hospital in Bafoussam;
- Lot 8: Operation and maintenance of the medical oxygen production plant at the Regional Hospital in Bertoua;
- Lot 9: Operation and maintenance of the medical oxygen production plant at the Ebolowa Regional Hospital;
- Lot 10: Operation and maintenance of the medical oxygen production plant at the Garoua Regional Hospital;
- Lot 11: Operation and maintenance of the medical oxygen production plant at the Guider Regional Annex Hospital;
- Lot 12: Operation and maintenance of the medical oxygen production plant at the Meiganga Regional Annex Hospital.

7. ESTIMATED COST :

The maximum estimated cost of the operation and maintenance of the medical oxygen production plants at the end of the preliminary studies for the **three billion one hundred and eighty million one hundred and fifty-two thousand two hundred and fifty-two (3,180,152,252) CFA francs including tax, or one billion sixty million fifty thousand seven hundred and fifty-one (1,060,050,751) per annum**, broken down as follows:

- Lot 1: one hundred and sixty-nine million three hundred and two thousand twenty-five (169,302,025) CFA francs including VAT for the three years, i.e. fifty-six million four hundred and thirty-four thousand eight (56,434,008) CFA francs including VAT per year;
- Lot 2: one hundred and fifty-eight million three hundred and seventy-one thousand eight hundred and ninety-seven (158,371,897) CFA francs including VAT for three years, i.e. fifty-two million seven hundred and ninety thousand six hundred and thirty-two (52,790,632) CFA francs including VAT annually;
- Lot 3: two hundred and twenty-four million six thousand six hundred and nineteen (224,006,619) CFA francs including VAT for three years, i.e. seventy-four million six hundred and sixty-eight thousand eight hundred and seventy-three (74,668,873) CFA francs including VAT annually;
- Lot 4: one hundred and nineteen million seven hundred and eight thousand seven hundred and nine (119,708,709) CFA francs including VAT for three years, i.e. thirty-nine million nine hundred and two thousand nine hundred and three (39,902,903) CFA francs including VAT annually;
- Lot 5: two hundred and sixty-two million three hundred and thirty-seven thousand two hundred and twenty-four (262,337,224) CFA francs including VAT for three years, i.e. eighty-seven million four hundred and forty-five thousand seven hundred and forty-one (87,445,741) CFA francs including VAT annually;
- Lot 6: four hundred and forty-eight million one hundred and five thousand six hundred and twenty-six (448,105,626) CFA francs including tax for the three years, or one hundred and forty-nine million three hundred and sixty-eight thousand five hundred and forty-two (149,368,542) CFA francs including tax per year;
- Lot 7: three hundred and fifty-two million forty-eight thousand three hundred and fifty-six (352,048,356) CFA francs including tax for three years, or one hundred and seventeen million three hundred and forty-nine thousand four hundred and fifty-two (117,349,452) CFA francs including tax per annum;
- Lot 8: three hundred and six million two hundred and twenty-two thousand one hundred and thirty-seven (306,222,137) CFA francs including VAT for three years, or one hundred and two million seventy-four thousand forty-six (102,074,046) CFA francs including VAT per annum;

- Lot 9: three hundred and two million three hundred and fifty-five thousand seven hundred (302,355,700) CFA francs including tax for three years, or one hundred million seven hundred and eighty-five thousand two hundred and thirty-three (100,785,233) CFA francs including tax per annum;
- Lot 10: two hundred and eighty-seven million, four hundred and ninety-four thousand, nine hundred and forty-four (287,494,944) CFA francs including tax for three years, or ninety-five million, eight hundred and thirty-one thousand, six hundred and forty-eight (95,831,648) CFA francs including tax per year;
- Lot 11: two hundred and seventy-three million, nine hundred and thirty-three thousand, eight hundred and ninety-four (273,933,894) CFA francs including tax for three years, or ninety-one million three hundred and eleven thousand two hundred and ninety-eight (91,311,298) CFA francs including tax per annum;
- Lot 12: two hundred and seventy-six million two hundred and sixty-five thousand one hundred and twenty-two (276,265,122) CFA francs including tax for the three years, or ninety-two million eighty-eight thousand three hundred and seventy-four (92,088,374) CFA francs including tax per annum.

8. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this invitation to tender is open on equal terms to companies governed by Cameroonian law that have proven experience in the maintenance of this type of medical equipment and that meet the qualification criteria set out in this Tender Document.

9. FINANCING :

The services covered by this call for tenders are financed by the operating budget of the Ministry of Public Health for the 2025 financial year and subsequent years, allocation: 59 40 049 11 390001 369010.

10. TENDERING METHOD :

The submission method selected for this consultation is exclusively online.

11. TENDER BOND :

Each tenderer must attach to his administrative documents a stamped, dated, hand paid bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts and the list of which appears in Exhibit 14 of the DAO and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders, accompanied by the receipt issued by the CDEC.

The amount of the deposit is as follows:

The deposit amount is as follows:

- Lot 1: one million eight hundred thousand (1,800,000) CFA francs including tax;
- Lot 2: one million five hundred thousand (1,500,000) CFA francs including tax;
- Lot 3: two million two hundred thousand (2,200,000) CFA francs including tax;
- Lot 4: one million one hundred thousand (1,100,000) CFA francs including tax;
- Lot 5: two million six hundred thousand (2,600,000) CFA francs including tax ;
- Lot 6: four million four hundred thousand (4,400,000) CFA francs including VAT;
- Lot 7: three million five hundred thousand (3,500,000) CFA francs including tax;
- Lot 8: three million (3,000,000) CFA francs including tax;
- Lot 9: three million (3,000,000) CFA francs including tax;
- Lot 10: two million eight hundred thousand (2,800,000) CFA francs including tax;
- Lot 11: two million seven hundred thousand (2,700,000) CFA francs including tax;
- Lot 12: two million seven hundred thousand (2,700,000) CFA francs including tax.

The absence of the stamped bid deposit, paid by hand, accompanied by the receipt issued by the CDEC, issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees in the context of public procurement, will lead to the outright rejection of the offer.

N.B:

- A bid bond produced but unrelated to the consultation concerned is considered to be missing.
- The bid deposit presented by a bidder during the bidding session is inadmissible.

12. CONSULTATION OF THE TENDER DOCUMENTS:

The File can be consulted during working hours at the **Secretariat of the Public Procurement Service of the Ministry** of Public Health located on the ground floor of the Health Building of the Ministry of Public Health located near the Red Cross (Telephone/Fax 222 22 10 21) as soon as this notice is published.

It can also be consulted in electronic version on the COLEPS platform at the <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> addresses on the ARMP website (www.armp.cm).

13. ACQUISITION OF THE TENDER DOCUMENTS :

The physical version of the tender documents can be obtained from the Public Procurement Department of the Ministry of Public Health located on the ground floor of the Health building of the Ministry of Public Health located near the Red Cross (Telephone/fax 222 22 10 21), as soon as this notice is published, against payment of a non-refundable sum of the DAO purchase costs of Two Hundred Thousand (200,000) CFA francs payable to the Public Treasury.

14. SUBMISSION OF TENDERS :

Each bid, written in English or French, must be sent by the bidders on the COLEPS platform to the addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> no later than 23 / 12 /2025 at 1 p.m. A backup copy of the tender registered on a USB key must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the following mention within the prescribed deadlines:

Size and format of the files to be transmitted:

For online submission, the maximum sizes of the documents that will pass through the platform and constitute the bidder's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

Accepted formats include :

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The candidate will make sure to use compression software in order to reduce the size of the files to be transmitted.

15. OPENING OF THE TENDERS :

The opening of the bids will be done in a single step. The opening of the Administrative Documents, Technical and Financial Bids will take place on 23 / 12 at 2 p.m. by the **Internal Procurement Commission in the meeting room of the said Commission** located on the first floor of the Ex-PSFN Building near the National Red Cross.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a single person duly pecialize, even in the case of a group of undertakings, with a good knowledge of the file.

Under penalty of rejection, the required documents in the administrative file must be produced in originals or in certified copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months old from the original date of submission of the tenders or have been established after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-conformity of a document from the administrative file when the tenders are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the tender will be rejected.

16. EVALUATION CRITERIA

The evaluation criteria are of two (02) types: the eliminatory criteria and the essential criteria. A criterion cannot be both eliminatory and essential.

16.1 ELIMINATION CRITERIA

These include:

- ix) the absence or non-conformity of the stamped, hand-paid bid bond, accompanied by the receipt issued by the CDEC, when the bids are opened;
- ii) failure to produce within 48 hours a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing when the bids are opened (with the exception of the bid bond);
- iii) false declarations, fraudulent manoeuvres or falsification of documents;
- iv) failure to satisfy at least 6 out of 8 essential criteria;
- v) Absence or non-compliance of the Performance Manager;
- vi) the absence of the Integrity Charter, duly completed and signed on honour;
- vii) the absence of the Declaration of Social and Environmental Commitment, duly completed and signed on honour;
- x) the omission of a quantified unit price or a quantified lump sum price in the financial offer;
- ix) the absence of a certificate stating that contracts have not been abandoned in the last three years;
- xi) failure to comply with the file format for tenders;
- xi) the absence of the back-up copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform;

16.2 ESSENTIAL CRITERIA

Technical bids will be evaluated according to the binary system (Yes/No) on the basis of the following essential criteria:

- xii) Presentation of the tender (compliance of the tender's composition with the requirements of the tender documents, documents in order and colour dividers);
- ii) General reference of the tenderer in the field of medical equipment maintenance over the last five years (2020-2024) for at least 50% of the estimated value of the lot concerned;
- iii) Specific reference of the bidder in the field of supplying oxygen production equipment or operating medical oxygen plants over the last five years (2020-2024) for at least 30% of the estimated amount of the lot concerned;
- iv) Certificate of financial capacity for at least 50% of the total estimated amount of the lot requested, issued by a reputable approved financial institution;
- v) Proof of acceptance of the terms and conditions of the Framework Agreement (CCAP and CCTP pecializ, stamped and signed) with the words 'read and approved';
- vi) The work plan and methodology (methodology, pecialized and schedule for the performance of services);
- vii) Material resources (pecialized tools, vehicles) list of material resources;
- xiii) Human resources (CVs and diplomas of key personnel).

17. CONTRACT AWARD :

The Contracting Authority will award the contract to the bidder who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated the lowest bid.

18. MAXIMUM NUMBER OF LOTS :

A candidate may bid for all lots and be awarded them.

19. PERIOD OF VALIDITY OF THE FRAMEWORK AGREEMENT :

The Framework Agreement remains valid until receipt of the services, resulting from the execution of the last purchase order concluded within the regulatory period of the term of execution of the Framework Agreement.

No purchase order may be concluded after the term of performance of the Framework Agreement.

20. ADDITIONAL INFORMATION:

Further information may be obtained during working hours from the secretariat of MINSANTE's Public Procurement Department located on the ground floor of the Ministry of Public Health building near the Red Cross (Telephone/fax 222 22 10 21) or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, as soon as this notice is published.

21. COMBATING CORRUPTION AND MALPRACTICE

For any attempt at corruption or malpractice, please call or text CONAC on 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48. ARMP on numbers @+237) 222 201 803, (+237) 222 200 008, (+237) 222 200 009 et (+237) 222 206 043.

Copies to:

- MINSANTE/OFFICE ;
- MINMAP;
- ARMP;
- Chairperson of the TB/MINSANTE;
- Contracts service MINSANTE ;
- Posting

Done in Yaoundé, 21 NOV 2025



Dr. Mandoua Malachie